



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL au 30 juin 2008

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou Société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit - Siège social situé 18 rue Salvador Allende BP 307 86008 Poitiers - 399 780 097 RCS POITIERS - Société de courtage d'assurance inscrite au registre des intermédiaires en assurance sous le n° 07 023

Sommaire

Rapport d'activité

1. Contexte économique	3
2. Les faits marquants	3
3. L'activité commerciale	3
a. Collecte.....	3
b. Crédits	4
4. Les résultats financiers sociaux et consolidés	5
a. Résultats.....	5
b. Bilan.....	6
c. Comparaison des comptes sociaux et consolidés.....	7
5. La gestion des risques	8
a. Le risque de crédit et de contrepartie	8
b. Le risque de taux	10
c. Le risque de prix	11
d. Le risque de liquidité.....	12
e. Le dispositif de ratio prudentiel.....	12
f. Les risques opérationnels.....	13
6. Le dispositif de contrôle interne	13
a. Le contrôle permanent.....	14
b. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité	14
c. Le contrôle périodique	14
7. Les certificats coopératifs d'investissement	14
8. Les perspectives	15

Comptes consolidés intermédiaires résumés

1. Compte de résultat.....	16
2. Bilan actif.....	17
3. Bilan passif.....	18
4. Tableau de variation des capitaux propres	19
5. Tableau des flux de trésorerie.....	20
6. Principes et méthodes applicables dans le groupe.....	21
7. Périmètre de consolidation.....	22

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

23

Déclaration du Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou

24

1. Contexte économique

Les prix en Europe sont toujours tirés à la hausse par le prix du pétrole et des denrées alimentaires. En année glissante, l'inflation a atteint en juin 3,60 % alors que celle-ci était plus basse d'un point fin 2007.

Les taux à court terme, après une détente en début d'année, se sont à nouveau tendus à partir du mois de mars. De 4,68 % au 31 décembre 2007, l'euribor 3 mois a atteint 4,95 % à fin juin 2008.

Les taux des obligations de l'Etat français ont suivi la même tendance : le TEC10 a ainsi augmenté de 4,42 % au 31 décembre à 4,74 % au 30/06/2008.

Les marchés boursiers ont poursuivi leur chute en raison de la crise financière persistante et du ralentissement de l'économie dans son ensemble.

L'indice CAC 40 finit le semestre à 4 434 points enregistrant ainsi une baisse de 21 % par rapport au 31 décembre 2007.

2. Les faits marquants

Le premier semestre aura été marqué par des opérations significatives au niveau des fonds propres de Crédit Agricole SA avec, d'une part, une première opération visant à compenser les impacts du traitement défavorable des intérêts minoritaires dans le cadre du nouveau ratio de solvabilité Bâle 2 et, d'autre part, l'augmentation de capital qui s'est déroulée au cours du mois de juin pour se terminer début juillet, dans un contexte boursier particulièrement chahuté. Les Caisses Régionales ont soutenu le groupe Crédit Agricole au cours de ces opérations. Depuis le début de l'année, la Caisse Régionale a investi au titre de ces 2 opérations 154,3 millions d'euros dans la SAS Rue La Boétie, holding qui détient la participation collective des Caisses Régionales dans Crédit Agricole SA.

La Caisse Régionale a créé une filiale de capital développement régional, CATP Expansion, dotée d'un capital de 5 millions d'euros, libéré à hauteur de 2,5 millions d'euros. Cette structure s'appuie sur une action commune des Caisses régionale de Crédit Agricole de la région Centre en coopération avec des spécialistes du métier au niveau du groupe Crédit Agricole.

La Caisse Régionale a poursuivi sa politique de développement sur le marché de l'immobilier au travers de sa filiale CATP immobilier créée en 2007 et dotée d'un capital de 9 millions d'euros entièrement libéré dont 3,7 millions d'euros ont été libérés au cours du premier semestre 2008.

3. L'activité commerciale

a. Collecte

A fin juin 2008, l'encours de la collecte a progressé de + 2,4 % pour atteindre 10,1 milliards d'euros. Au 31 mai 2008, la part de marché bancaire s'établit à 32,8 % en progression de + 0,5 point sur un an.

En structure, la situation de la collecte de la Caisse Régionale est la suivante :

- L'encours de l'épargne Crédit Agricole, à 5,9 milliards d'euros, progresse de + 4,3 % :
 - le compartiment des Ressources Monétaires, composé des dépôts à vue et des ressources monétaires rémunérées, atteint 1,9 milliard d'euros. Il progresse de + 14,3 % grâce au succès des nouveaux dépôts à terme (Crescento) dont l'encours a doublé sur un an.
 - les livrets affichent de nouveau une progression soutenue, + 8,6 %, avec un encours de 1,5 milliard d'euros.
 - La décollecte d'épargne-logement se stabilise, - 2,5 %, les autres produits bancaires (PEP, Varius, Bons...) voient leurs encours baisser de - 12,3 %.
- La collecte hors bilan est stable avec un encours de 4,2 milliards d'euros :
 - concurrencés par les dépôts à terme et impactés négativement par la baisse des marchés financiers, les OPCVM, avec un encours de 0,8 milliard d'euros baissent de - 14,0 %.
 - l'assurance-vie est également impactée négativement par la baisse des marchés financiers sur la partie en unité de compte. La progression de l'ensemble des produits d'assurance-vie, dont l'encours atteint 3,4 milliards d'euros, s'établit à + 3,8 %.

b. Crédits

L'encours de crédits, à 6,9 milliards d'euros à fin juin 2008, progresse sur un an de 389 millions d'euros, soit + 6,0 %.

Au 31 mai 2008, la Caisse Régionale détient 39,1 % du marché bancaire des crédits.

Dans un contexte où la concurrence reste vive et continue de peser négativement sur les marges, le montant global des réalisations sur le premier semestre 2008 s'établit à 771 millions d'euros, en baisse de -7,8 % par rapport au premier semestre 2007.

Sur un marché de l'immobilier en ralentissement, nos réalisations de crédits à l'habitat ont atteint 334 millions d'euros (- 22,0 %). Les réalisations des crédits à la consommation sont en baisse de - 7,4 % à 77 millions d'euros.

Les encours des particuliers (3,1 milliards d'euros) progressent de + 5,3 %.

Nous avons poursuivi notre développement commercial en soutenant l'investissement local tant par les réalisations de crédits à l'agriculture (95 millions d'euros), que par celles des crédits aux entreprises et aux professionnels (216 millions d'euros, crédit-bail inclus). L'ensemble de ces concours progresse de + 2,0%.

Tous types de crédits confondus, les encours de crédits aux agriculteurs (0,8 milliard d'euros) progressent de 8,0 % et ceux aux professionnels et entreprises (2,3 milliards d'euros) de 7,6 %.

Les réalisations de crédits aux collectivités s'élèvent à 49 millions d'euros au premier semestre 2008. Les encours (0,6 milliard d'euros) restent stables.

(en millions d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	Évolution en %
Encours de la collecte	10 069	9 834	+ 2,4 %
Encours des prêts	6 925	6 536	+ 6,0 %

4. Les résultats financiers sociaux et consolidés

a. Résultats (comptes sociaux)

Le compte de résultat, présenté ci-dessous, intègre les soldes intermédiaires de gestion, tels qu'ils sont définis par la profession bancaire, selon une norme diffusée par l'Association Française des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (AFECEI). Elle est retenue afin de donner une vision plus analytique du compte de résultat. Certains postes sont présentés en compensant les produits et charges de même nature (charges générales d'exploitation et autres postes concourant au résultat net).

Libellé	30/06/2008	30/06/2007	Evo. en %
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	86 238	84 576	2,0%
Produits nets de commissions	51 306	50 974	0,7%
Produits nets sur opérations financières	1 989	3 064	-35,1%
Autres produits nets d'exploitation	10 828	10 276	5,4%
Produit net bancaire	150 361	148 890	1,0%
Frais de personnel	46 089	44 999	2,4%
Autres frais administratifs	28 233	28 437	-0,7%
Dotations aux amortissements	3 922	4 232	-7,3%
Résultat brut d'exploitation	72 117	71 222	1,3%
Coût du risque	-18 818	-10 277	83,1%
Résultat net sur Actifs immobilisés	186	-366	NS
Dotations/reprises FRBG	0	0	
Résultat exceptionnel	0	-846	NS
Charge fiscale	-15 063	-22 145	-32,0%
Résultat net	38 422	37 588	2,2%

Les produits nets d'intérêts et revenus assimilés sont en hausse de 2 %. La marge d'intermédiation continue de souffrir en raison de la poursuite de la baisse des marges due à une concurrence toujours plus forte et à une croissance du coût de refinancement. Cette évolution est compensée par la hausse du dividende versé par la SAS Rue La Boétie (Holding qui détient la participation commune des Caisses régionales dans Crédit Agricole SA).

Les produits nets de commissions progressent légèrement grâce à une croissance générale des volumes dans un contexte de modération des prix.

Les produits nets sur opérations financières sont en baisse de 35 % en raison des mauvaises conditions du marché action sur le premier semestre et du fait de

la moindre contribution des opérations de couverture du risque de taux en raison de la hausse des taux courts.

Les autres produits d'exploitation progressent de + 5,4 %. Ils sont composés essentiellement des produits sur les assurances associées aux prêts.

Le Produit Net Bancaire résiste avec une croissance de + 1 % au global (+ 2,4 % hors effet de la provision épargne logement).

Les charges de fonctionnement, en progression de + 0,7 % par rapport au premier semestre 2007, demeurent maîtrisées. Les charges de personnel sont en hausse de 2,4% grâce à la maîtrise des effectifs et en tenant compte des augmentations collectives et individuelles. Les autres charges sont en baisse de 0,7 % grâce à une gestion rigoureuse et une optimisation notamment sur certains contrats d'entretiens.

Le Résultat Brut d'Exploitation progresse de + 1,3 % à 72,1 millions d'euros.

Le coût du risque qui s'élève à 18,8 millions d'euros est constitué de dotations aux provisions collectives à hauteur de 12,9 millions d'euros et de 5,9 millions d'euros de provisions sur créances douteuses et litigieuses.

Après une baisse significative de l'impôt sur les sociétés due à la baisse des plus-values latentes sur portefeuille de placement au regard du contexte boursier, **le résultat net social** atteint 38,4 millions d'euros en hausse de + 2,2 %.

b. Bilan (comptes sociaux)

Structure de l'Actif (en pourcentage)

	30/06/2008	31/12/2007
Crédits clients	82,8	81,5
Trésorerie et Banques	4,6	5,9
Immobilisations et Titres	10,6	10,6
Comptes Encaissements et Régularisation	2,0	2,0
TOTAL	100,0	100,0

La progression modérée (+ 2,4 %) à 6,9 milliards d'euros des opérations avec la clientèle est la raison essentielle de la faible hausse du total bilan depuis le 31/12/07. Elle reflète le ralentissement de l'activité crédits.

Le poste Trésorerie et banques correspond aux placements des excédents monétaires à vue et à terme, ainsi qu'aux encaisses en agence. Ce poste baisse de 21,9 %.

Le poste Immobilisations et titres composé des immobilisations, des titres de participations et de placement atteint 883 millions d'euros en hausse de 0,9 %.

Les comptes d'encaissements et de régularisations sont en légère progression de + 1,6 %.

Structure du Passif (en pourcentage)

	30/06/2008	31/12/2007
Opérations internes au Crédit Agricole	61,6	61,4
Comptes créditeurs de la clientèle	23,4	23,6
Comptes de tiers et divers	2,1	2,2
Provisions et dettes subordonnées	1,4	1,6
Capitaux propres	11,5	11,3
TOTAL	100,0	100,0

Les opérations internes au Crédit Agricole progressent de + 1,2 %, à 5,1 milliards d'euros. Elles sont liées, d'une part, à l'évolution de la collecte clientèle centralisée à Crédit Agricole SA, et d'autre part, au refinancement des prêts effectués auprès de la clientèle.

Les comptes créditeurs auprès de la clientèle (comptes à vues, dépôts à terme, bons de caisse et certificats de dépôts négociables) sont en très légère baisse (0,3 %) à 1,9 milliard d'euros.

Les provisions et dettes subordonnées sont en baisse de 8,5 % à 118 millions d'euros. Les dotations aux provisions collectives (13 millions d'euros) sont compensées par un remboursement à l'échéance de dettes subordonnées (7,6 millions d'euros) et par un remboursement d'une partie des comptes courants bloqués des caisses locales qui étaient échus (17,2 millions d'euros).

Les capitaux propres augmentent du résultat du semestre minoré de la distribution effectuée au titre du résultat de l'exercice 2007.

c. Comparaison des comptes sociaux et consolidés

Synthèse des comptes consolidés (en milliers d'Euros)

RESULTAT	Individuels 30/06/2008	Consolidés		Ecart en %	
		30/06/2008	30/06/2007	Consolid/ Individuels	Consolid. 2008/2007
Produit Net Bancaire	150 361	152 938	151 954	1,7%	0,6%
Résultat Brut d'Exploitation	72 117	74 572	73 115	3,4%	2,0%
Coût du risque	18 818	18 817	10 548	0,0%	78,4%
Gains ou perte nets sur autres actifs	0	53	- 40		
Résultat Exceptionnel	0				
Charges Fiscales	15 063	14 507	17 427	- 3,7%	- 16,8%
Résultat Net	38 422	41 301	45 100	7,5%	- 8,4%

BILAN	Individuels 30/06/2008	Consolidés		Ecart en %	
		30/06/2008	31/12/2007	Consolid/ Individuels	Consolid. 2008/2007
TOTAL BILAN	8 350 587	8 371 871	8 489 038	0,3 %	- 1,4 %
CAPITAUX PROPRES	959 862	1 107 526	1 275 962	15,4 %	- 13,2%

En application de l'instruction n° 91-06 de la Commission Bancaire, le Crédit Agricole a décidé d'établir, à compter du 30 juin 1997, des comptes consolidés.

Ainsi, depuis cette date, la Caisse Régionale de la Touraine et du Poitou produit et publie des comptes consolidés qui intègrent les comptes de ses 59 Caisses Locales.

L'impact de cette consolidation concerne principalement trois postes :

- les Capitaux Propres : + 147,7 millions d'€
- le PNB : + 2,6 millions d'€
- le Résultat : + 2,9 millions d'€

Les incidences proviennent, pour l'essentiel :

- de l'élimination des écritures réciproques,
- de la comptabilisation de la situation fiscale latente,
- du retraitement des crédits-baux,
- de la mise en œuvre des normes IAS :
 - plus-values latentes sur titres de placement 18,8 millions d'€
 - plus-values latentes sur titres de participation 16,0 millions d'€
 - reclassement des FRBG en capitaux propres 6,5 millions d'€

La baisse de 68,5 millions d'euros des capitaux propres consolidés s'explique pour une grande partie par la baisse des plus-values latentes sur les titres SAS Rue La Boétie détenus par la Caisse Régionale, qui sont passées de 198,1 millions d'euros au 31/12/07 à 7,7 millions d'euros au 30/06/08. Pour le reste, l'évolution correspond à la diminution des plus-values latentes sur les titres de placements.

5. La gestion des risques

a. le risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit résulte de l'incertitude quant à la possibilité ou la volonté des contreparties ou des clients de remplir leurs obligations.

La Caisse Régionale applique les exigences réglementaires du Comité de la Réglementation Bancaire, les règles internes du groupe Crédit Agricole et les recommandations du Comité de Bâle.

Principales évolutions en terme d'objectifs et de politique :

- Déploiement du microcrédit social : Élargissement à tout le réseau de la distribution.
- Financement de biens immobiliers à l'étranger : Définition des règles prudentielles.
- Définition des règles de délégation d'octroi de crédit en cas d'absence de notation du groupe de risque.
- Application du décret sur le plafonnement des frais bancaires sur incident de paiement.

Principales évolutions concernant la gestion du risque :

Organisation et dispositif de suivi

- Evolution de paramétrages permettant d'assurer une plus grande réactivité dans le recouvrement amiable par rapport aux premiers incidents de paiement.

- Mises à disposition des agences de nouveaux indicateurs de pilotage du risque.
- Présentation de rappel de la loi informatique et liberté.

Méthodologie et Systèmes de mesure :

- Codification spécifique des prêts restructurés.
- Optimisation de la gestion des débiteurs au quotidien.

Exposition maximale

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Sources / Notes comptes semestriels</i>	30/06/2008	31/12/2007
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	434	307
Instruments dérivés de couverture	<i>Bilan actif</i>	27 079	16 427
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2	604 931	883 689
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3	336 330	435 203
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	6 964 479	6 728 088
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	<i>Bilan actif</i>	172 136	170 473
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)		8 105 389	8 234 187
Engagements de financement donnés	6	1 311 497	1 225 144
Engagements de garantie financière donnés	6	203 791	196 281
Provisions - Engagements par signature	5.10	-1 160	-1 160
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)		1 514 128	1 420 265
TOTAL Exposition nette		9 619 517	9 654 452

Exposition par agent économique

Cf. note annexe aux comptes semestriels n°5.3

	31.12.2007					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales	579 646					579 646
Institutions non établissements de crédit						0
Etablissements de crédit						
Grandes entreprises	1 624 079	26 789	18 522	31 772	22 174	1 583 383
Clientèle de détail	4 624 439	37 471	26 278	44 431	34 677	4 563 484
Total *	6 828 164	64 260	44 800	76 203	56 851	6 726 513
Créances rattachées nettes						43 317
Dépréciations sur base collective						-41 742
Valeurs nettes au bilan						6 728 088

* Dont actifs restructurés non dépréciés pour 18.304 milliers d'euros

Mesures de risques globales : critères « Bâle2 »

Situation au 30/06/08 en millions d'euros

Classe de pondération	EAD	% EAD	E L	% EL	Risques pondérés (RWA)	RWA/EAD en %
RETAIL (Banque de Détail)						
Créances saines	5 956	97,2%	21	21,6%	917	15,0%
Créances en défaut	169	2,8%	78	78,4%	-	
Total Retail	6 125		99		917	
CORPORATE (Grande Clientèle)						
Créances saines	1 890	97,3%	26	52,7%	1 473	75,8%
Créances en défaut	53	2,7%	23	47,3%	-	
Total Corporate	1 942		49		1 473	

EAD : Exposition au moment du défaut (encours bilan et engagement hors-bilan)

EL = Montant de la perte attendue

Perspectives pour le second semestre

Suite à une étude récente CA.sa (juin 2008), la Région Centre et La Région Poitou Charentes enregistrent une évolution annuelle du nombre de défaillances d'entreprises plus sensible que dans le reste de l'Hexagone (+12%).

La Caisse Régionale va maintenir sa vigilance sur les secteurs diagnostiqués comme plus à risque.

A noter que la Caisse Régionale n'est pas exposée aux risques immobiliers américains.

b. Le risque de taux

Le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt.

Evolution de la gestion du risque de taux :

- La Caisse Régionale a adopté l'outil de gestion du risque de taux d'intérêt global, Cristaux 2, à compter du 31/12/2007.

Ce nouvel outil offre des améliorations dans la qualité des informations traitées ainsi que des possibilités de développement importantes.

- Chaque fin de trimestre, l'exposition au risque de taux est mesurée par la mise en évidence des gaps statiques (Inflation, TF, Fixing et risques optionnels) calculés en années civiles et non plus en années glissantes.
- Ces nouvelles conventions et méthodes ont été validées en comité financier.

Analyse à fin mars 2008 :

Sur la dernière analyse disponible à fin mars 2008, nous constatons que:

- Sur le Gap total 1 an, le risque à la baisse des taux porte sur 11 millions d'euros.
- Le gap synthétique (taux fixe + % Inflation) traduit un risque à la baisse des taux relativement faible jusqu'en 2015 puis ensuite un risque à la hausse des taux.
- La courbe de nos Gaps est relativement proche de celle du trimestre précédent.

c. Le risque de prix

Le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions.

Sont notamment soumis à ce risque : les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières.

Exposition au risque :

La Caisse Régionale de la Touraine et du Poitou est exposée au risque de prix sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

L'écart de juste valeur par fonds propres (hors titres de participation) est de 18,8 M€, les plus-values latentes s'élèvent à 28,6 M€ (valeur brute avant impôt différé).

Sur les titres de participation, l'écart de juste valeur par fonds propres est de 16,0 M€, les plus-values latentes s'élèvent à 16,3 M€.

Le dispositif de surveillance du portefeuille de titres de placements a été enrichi d'un calcul mensuel de la Value At Risk (VAR) du portefeuille. La VAR du portefeuille exprime le montant maximum des pertes éventuelles à constater sur le portefeuille dans 99% des cas sur un horizon de 12 mois.

	31 décembre 2007	30 juin 2008
VaR <i>(prob 99% et horizon un an)</i>	24,4 M€	24,6 M€
Perte potentielle <i>(selon scénario stress)</i>	23,2 M€	20,8 M€

Le suivi des produits dérivés :

Compte tenu du niveau des taux de marché, la contribution de l'activité sur produits dérivés au résultat de la Caisse Régionale est quasiment nulle au premier semestre 2008 avec - 0,05 % du PNB total contre -0,09 % au premier semestre 2007.

La volatilité :

La volatilité brute globale du portefeuille de titres s'élevait à 5,04% au 31 mai 2008 (dernière connue) contre 3,52 % au 31 décembre 2007.

La limite de volatilité « ex ante » sur le compartiment alternatif (volatilité en prenant en compte les corrélations entre les OPCVM) s'établit à 4,51% fin mai pour une limite de 5 %.

Seuils d'alerte :

La Caisse Régionale gère sur son portefeuille de titres comptabilisés en juste valeur un dispositif d'alerte pour encadrer le risque.

Les seuils d'alerte validés par le Conseil d'Administration sont les suivants :

- Alerte sur le scénario stress.
- Alerte si baisse globale des plus-values à hauteur de 1% maxi des fonds propres (soit 10 M€ en 2008).
- Alerte par facteur de risque :
 - sur les classes d'actifs obligataires et alternatifs : alerte lorsque la baisse des plus-values atteint 0,5% des fonds propres (soit 5 M€ en 2008),
 - sur la classe d'actifs actions : alerte lorsque la baisse des plus-values atteint 0,5% des fonds propres (soit 5 M€ en 2008).

Concernant la classe actions, le franchissement du seuil d'alerte a donné lieu au cours du premier semestre 2008 à l'information de la Direction Générale et du Conseil d'Administration qui ont décidé de conserver les positions concernées.

d. le risque de liquidité

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

La limite réglementaire du coefficient de liquidité est de 100% mais Crédit Agricole S.A. préconise aux Caisses Régionales de retenir une limite à 110 %.

En amont du calcul réglementaire, la Caisse Régionale établit des prévisions mensuelles de ce coefficient.

La Direction est informée mensuellement du niveau du coefficient de liquidité.

Aucun dépassement de cette limite n'a été constaté en 2008.

Par rapport à la période précédente, le coefficient de liquidité a évolué comme suit :

	juin 2007	déc 2007	janv 2008	févr 2008	mars 2008	avr 2008	mai 2008	juin 2008
COEFFICIENT DE LIQUIDITE	155%	120%	156%	146%	135%	139%	130%	125%

e. Le dispositif de ratio prudentiel

Selon le règlement 91.05, les établissements de crédit doivent présenter un ratio de solvabilité supérieur à 8 %.

Au 30 juin 2008, le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou satisfait à cette exigence avec un ratio de l'ordre de 8,09 %.

	juin 2007	déc 2007	juin 2008
RSE	10,8%	10,8%	8,09%

La baisse du RSE provient en grande partie de l'engagement pris par la Caisse Régionale (comme l'a fait l'ensemble des Caisses Régionales) de garantir la bonne fin de l'augmentation de capital en cours au 30/06/08 au-delà de la part de la SAS Rue La Boétie. Cette garantie n'ayant finalement pas entraîné de souscription supplémentaire de la part de la SAS La Boétie, grâce à la sur souscription de l'augmentation de capital.

f. Les risques opérationnels

Conformément à la réglementation Bâle II, la Caisse Régionale de la Touraine et du Poitou a instauré un dispositif de maîtrise des risques opérationnels.

Un risque opérationnel est un risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures internes, des personnels, des systèmes ou résultant d'événements extérieurs.

Principales évolutions :

Des travaux d'analyse de scénarii majeurs ont été organisés par CASA (à la demande de la Commission Bancaire) afin de compléter les données nécessaires au moteur de calcul de fonds propres.

Au 1^{er} trimestre 2008, des simulations de calculs d'allocation EFP ont été soumises à la validation des CR avec l'impact des scénarii majeurs et l'effet réducteur « Assurances ».

Au 2^{ème} trimestre 2008, des travaux liés au calcul définitif EFP AMA ont été menés en CR afin de retourner l'ensemble des analyses de scénarii majeurs révisées en phase avec les calculs CASA.

Sur 2008, les évolutions du plan documentaire concernent :

- le guide : liste minimale de vérifications de cohérence comptable ;
- le guide de collecte des incidents et conséquences financières ;
- la procédure pour l'analyse de la cartographie.

Sur le dernier trimestre 2008, l'évolution principale sera l'arrivée de l'outil de cartographie EUROP@ (technologie HTML) avec une livraison et des formations.

6. Le dispositif de contrôle interne

Dans le cadre des missions assignées au dispositif de contrôle interne (performance financière et protection contre les risques de pertes, connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques, conformité aux lois et règlements et aux normes internes, prévention et détection des fraudes et erreurs, exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables), le comité de contrôle interne sous l'égide du Directeur Général assure le pilotage du dispositif, à travers la coordination des trois fonctions de contrôle, à savoir le contrôle Périodique (Audit-Inspection), le Contrôle Permanent, le Contrôle de la Conformité. Le comité de contrôle interne s'est réuni deux fois au 1^{er} semestre 2008. Le Conseil d'Administration a été informé le 25/04/2008 par le Responsable du Contrôle Permanent de l'activité et des résultats du contrôle interne.

a. Le contrôle permanent

Les contrôles permanents opérationnels sont réalisés au sein des services / unités / directions / métiers, sur la base des manuels de procédures qui décrivent les traitements à réaliser ainsi que les contrôles afférents. Ces contrôles portent notamment sur le respect des limites, de la politique "risque", des règles de délégation, sur la validation des opérations, leur correct dénouement, etc.

Les actions menées au 1er semestre 2008 ont concerné la révision de la cartographie des Risques opérationnels, les déclarations vis-à-vis de la CNIL, la mise en place de nouveaux indicateurs de contrôle interne sur la Sécurité Informatique, la remontée des indicateurs de contrôles dans le cadre du processus organisé avec Crédit Agricole SA.

Pour optimiser la maîtrise des risques crédits, un outil de pilotage des incidents a été mis en œuvre, des indicateurs de suivi ont été redéfinis pour les agences, et le processus de recouvrement amiable optimisé pour les marchés de l'Agriculture, des Professionnels et des Entreprises. La mise en place d'automatisation concernant les contrôles Bâle II est en cours de réalisation.

Durant le 1er semestre 2008 et dans le cadre des objectifs du contrôle permanent comptable et financier visant à s'assurer de la couverture adéquate des risques majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière, des indicateurs de contrôles comptables et financiers ont été déployés, notamment dans le cadre du processus organisé avec Crédit Agricole SA.

b. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Au 1er semestre 2008, la poursuite de la prévention et du contrôle des risques de non-conformité aux lois, règlements et normes internes relatives notamment aux activités de services d'investissement, à la prévention du blanchiment de capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme s'est traduite par la réalisation de contrôles documentés, notamment avec l'utilisation d'un nouvel outil dédié à la surveillance des opérations clients.

c. Le contrôle périodique

Les missions d'audit se déroulent dans le cadre d'un plan pluriannuel basé sur une cartographie des risques. Les investigations du premier semestre 2008 ont concerné aussi bien des Agences que des Services du siège. Une nouvelle méthodologie des audits des activités des services a été mise en œuvre progressivement depuis le début de l'année. Le dispositif de suivi des préconisations émises par les missions s'appuie sur un outil informatique dédié et a été actionné au cours du semestre.

7. Les certificats coopératifs d'investissement

Au 30 juin 2008, le cours du CCI était coté 55,00 euros contre 93,30 euros au 31 décembre 2007 soit une baisse de 41,05%

Le versement du dividende au titre de l'exercice 2007 a été effectué le 19 mai 2008. Il s'est élevé à 3,50 euros soit une progression de + 6.1% par rapport à l'exercice 2006.

8. Les perspectives

Tout en intégrant l'environnement économique général moins porteur depuis l'émergence de la crise financière, le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou maintient les objectifs de son plan à moyen terme qui vise à la fois un développement commercial et financier équilibré et une satisfaction durable de ses clients.

Comptes consolidés intermédiaires résumés

1. Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Intérêts et produits assimilés	3.1	195 559	356 175	173 913
Intérêts et charges assimilées	3.1	-134 929	-234 980	-112 129
Commissions (produits)	3.2	61 153	115 759	58 581
Commissions (charges)	3.2	-7 619	-13 815	-6 367
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	-430	-1 228	-243
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	28 535	41 923	27 957
Produits des autres activités	3.5	12 337	27 726	10 708
Charges des autres activités	3.5	-1 668	-945	-466
PRODUIT NET BANCAIRE	4	152 938	290 615	151 954
Charges générales d'exploitation	3.6	-74 487	-149 339	-74 686
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-3 879	-8 477	-4 153
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		74 572	132 799	73 115
Coût du risque	3.8	-18 817	-22 749	-10 548
RESULTAT D'EXPLOITATION		55 755	110 050	62 567
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	53	73	-40
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		55 808	110 123	62 527
Impôts sur les bénéfices	3.10	-14 507	-30 722	-17 427
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		41 301	79 401	45 100
Intérêts minoritaires				
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		41 301	79 401	45 100

2. Bilan actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2008	31/12/2007
CAISSE, BANQUES CENTRALES		45 797	54 294
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	434	307
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		27 079	16 427
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2	604 931	883 689
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3	336 330	435 203
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3	6 964 479	6 728 088
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		15 111	14 545
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		172 136	170 473
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS		1 196	2 326
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		21 080	12 961
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		133 120	117 751
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE			
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	42	46
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		49 947	52 653
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	189	275
ECARTS D'ACQUISITION			
TOTAL DEL'ACTIF		8 371 871	8 489 038

3. Bilan passif

<i>Notes</i>	30/06/2008	31/12/2007
<i>(en milliers d'euros)</i>		
BANQUES CENTRALES		
	620	610
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT		
	42 052	30 028
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		
5.5	5 091 865	5 053 455
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
5.5	1 944 097	1 950 426
DETTES ENVERS LA CLIENTELE		
5.6	10 646	8 320
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS		
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES		
	142 742	132 081
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		
	27 722	25 618
5.10		
PROVISIONS		
5.6	4 601	12 538
DETTES SUBORDONNEES		
CAPITAUX PROPRES		
	1 107 526	1 275 962
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		
	358 228	357 118
CAPITAL ET RESERVES LIEES		
	673 130	607 866
RESERVES CONSOLIDEES		
	34 867	231 577
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		
	41 301	79 401
RESULTAT DE L'EXERCICE		
INTERETS MINORITAIRES		
TOTAL DU PASSIF	8 371 871	8 489 038

4. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
<i>(en milliers d'Euros)</i>											
Capitaux propres au 1er janvier 2007	150 747	205 696		546 005		407 130		74 155	1 383 733		1 383 733
Augmentation de capital	1 895			0					1 895		1 895
Variation des titres auto détenus		259		0					259		259
Distributions versées en 2007				0				-13 374	-13 374		-13 374
Dividendes reçus des CR et filiales				0					0		0
Variation de juste valeur				0		-38 565			-38 565		-38 565
Transfert en compte de résultat				0					0		0
Résultat au 30/06/2007				0				45 100	45 100		45 100
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Variation de l'écart de conversion				0					0		0
Autres variations				60 781				-60 781	0		0
Capitaux propres au 30 juin 2007	152 642	205 955	0	606 786	0	368 565	0	45 100	1 379 048	0	1 379 048
Augmentation de capital	-1 220			0					-1 220		-1 220
Variation des titres auto détenus		-259		0					-259		-259
Dividendes reçus des CR et filiales				0					0		0
Variation de juste valeur				0		-123 022			-123 022		-123 022
Transfert en compte de résultat				0		-13 966		34 301	20 335		20 335
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Variation de l'écart de conversion				0					0		0
Autres variations				1 080					1 080		1 080
Capitaux propres au 31 décembre 2007	151 422	205 696	0	607 866	0	231 577	0	79 401	1 275 962	0	1 275 962
Augmentation de capital	1 379			0					1 379		1 379
Variation des titres auto détenus	-269			0					-269		-269
Distributions versées en 2008				-14 137					-14 137		-14 137
Dividendes reçus des CR et filiales				0					0		0
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		-196 710			-196 710		-196 710
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0					0		0
Résultat au 30/06/2008				0				41 301	41 301		41 301
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Variation de l'écart de conversion				0					0		0
Autres variations				79 401				-79 401	0		0
Capitaux propres au 30 juin 2008	152 532	205 696	0	673 130	0	34 867	0	41 301	1 107 526	0	1 107 526

5. Tableau des flux de trésorerie

	1er semestre 2008	1er semestre 2007	2007
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat avant impôts	55 808	62 527	110 123
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	3 884	4 158	8 486
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations	21 348	4 905	13 969
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-169	1 186	-11 874
(Produits)/charges des activités de financement	310	310	625
Autres mouvements	2 830	-16 249	-17 587
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	28 203	-5 690	-6 381
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	517 130	64 403	-214 085
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-262 767	-446 333	-390 030
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	3 565	22 482	-17 133
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	73 293	-6 071	62 856
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-13 986	-9 256	-28 822
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	317 235	-374 775	-587 214
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	401 246	-317 938	-483 472
Flux liés aux participations (1)	-6 091	940	-36 551
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 034	-2 818	-7 365
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-7 125	-1 878	-43 916
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-12 739	-11 474	-13 187
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	-8 247	-625	-626
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-20 986	-12 099	-13 813
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	373 135	-331 915	-541 201
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-228 357	312 844	312 844
Caisse, banques centrales (actif & passif)	54 294	96 079	96 079
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	-282 651	216 765	216 765
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	144 778	-19 071	-228 357
Caisse, banques centrales (actif & passif)	45 664	87 893	54 294
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	99 114	-106 964	-282 651
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	373 135	-331 915	-541 201

* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2008, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse régionale de la Touraine et du Poitou s'élève à 6.091 K€, elles concernent la SAS Touraine Poitou Immobilier et la SAS CATP Expansion.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la caisse Régionale de la Touraine et du Poitou à ses actionnaires, à hauteur de 14.137 K€ pour le premier semestre 2008.

(3) Au cours du premier semestre 2008, les remboursements nets de dettes subordonnées s'élèvent à 7.622 K€

6. Principes et Méthodes applicables dans le groupe

Les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse régionale et la Touraine et du Poitou ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2008.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse régionale de la Touraine et du Poitou au 31 décembre 2007, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Aucune norme ou interprétation n'est d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2008.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. Cette norme sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007), relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne et appliqué par le Groupe Crédit Agricole est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2008.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de la Caisse régionale de la Touraine et du Poitou et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse régionale de la Touraine et du Poitou sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

7. Périmètre de consolidation – parties liées

Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

✓ **Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2008**

Il n'y a pas de société entrée dans le périmètre soit par création, soit du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres, soit du fait d'un franchissement du seuil de signification.

Il n'y a pas de passage de palier conduisant à une consolidation en directe.

✓ **Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2008**

Il n'y a pas de sortie de périmètre par rapport au 31 décembre 2007.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

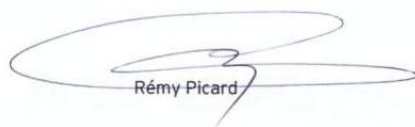
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Angers et Paris la Défense, le 1^{er} août 2008

Les commissaires aux comptes,

CABINET BECOUZE ET ASSOCIES



Rémy Picard

ERNST & YOUNG Audit



Luc Valverde

Déclaration du Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

Conformément à l'article cadre des dispositions de l'article 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, vous trouverez ci-dessous, la déclaration de Christophe Noël, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou, sur la responsabilité du rapport financier semestriel.

1. Déclaration du Directeur Général

Je déclare assumer la responsabilité du rapport financier semestriel, et j'atteste qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou ou de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6.

2. Faits marquants du premier semestre 2008 et principaux risques et incertitudes du second semestre 2008

Dans un contexte de forte volatilité des marchés et de renchérissement du coût de la collecte, la Caisse Régionale de la Touraine et du Poitou n'a pas enregistré d'évènements marquants au cours du 1^{er} semestre de l'année et n'a pas identifié de risques majeurs susceptibles d'affecter significativement les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2008.

Fait à Poitiers, le 28 juillet 2008

Christophe NOËL,

Directeur Général.

